SPECIAL : 8 PAGES

N° 58 - 15 SEPT.-15 OCT. 68
« LE PEUPLE BRETON »
mensuel
Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS
Ordinaire : 10 F
De soutien : à partir de 15 F
2 365-76 RENNES
« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

1F — UDB

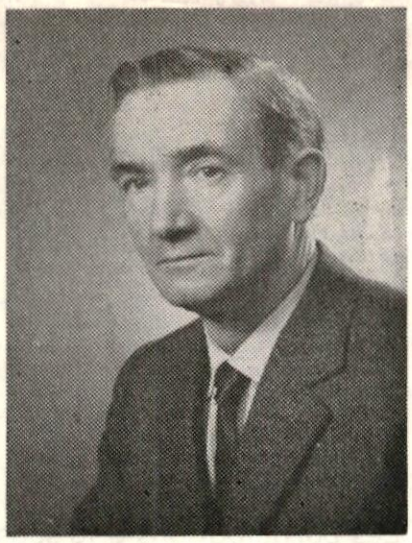
ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

Yves LE FOLL Maire de St-Brieuc répond à nos questions

A) ELECTIONS

Q. — *Vous avez été battu aux élections de juin 1968 alors que depuis l'élection partielle de septembre 1967, votre position dans la circonscription paraissait très solide, confirmée d'ailleurs par votre progression du 1er tour en 1968.* Comment expliquez-vous cet échec ?

R. — A cet échec je vois d'abord les raisons d'ordre général valables pour tous les candidats de gauche. Le pouvoir a su développer et exploiter habilement la crainte



Cliché « Le Peuple Breton »

soulevée dans une partie de l'opinion par les manifestations d'étudiants et les occupations d'usines. Tout le marais électoral s'est retrouvé avec la droite et le gaullisme, défenseurs de l'ordre établi. Même ceux qui parlent de la nécessité des mutations sociales retournent à leurs positions conservatrices dès qu'un changement réel menace les structures auxquelles ils sont habitués.

La gauche n'a pas su, par ailleurs, faire preuve de la volonté d'unité nécessaire, condition de l'efficacité d'une politique nouvelle.

Des raisons d'ordre local ont joué également : multiplicité des candidatures de gauche, fait que le candidat gaulliste (dont toute la propagande écrite était celle de l'U.N.R.) s'est camouflé sous une étiquette d'union, recevant l'appui des centristes qui sont retournés à leur alliance traditionnelle de droite.

Q. — *Le report de la totalité des voix de la F.G.D.S., du P.C.F. et d'une partie de celles du centriste gauchisant Boutbien aurait dû vous assurer une victoire beaucoup plus confortable qu'en mars 1967.* Comment expliquez-vous que cette fois, la discipline de gauche ait si mal joué en votre faveur pour le second tour ?

R. — Une bonne partie des voix de M. Boutbien semblent bien avoir été des voix centristes. Parmi les électeurs communistes certains ont également voté pour le candidat gaulliste, ayant cru, eux aussi, après les accusations de leurs dirigeants nationaux, que le P.S.U. avait suscité les mouvements anarchistes. Ils doivent se rendre compte aujourd'hui, à la lecture des déclarations d'Edgar Faure ou de David Rousset, qu'il ne s'agissait-là que d'un épouvantail pour imbéciles, que les gaullistes ont mis de côté dès le lendemain des élections. Il est clair, en effet, si l'on veut éviter les mêmes troubles à la rentrée, qu'il faut regarder les choses en face, et ne pas attribuer à une faible minorité des revendications qui sont celles de la quasi-unanimité des étudiants.

Q. — *Par leur programme régional, l'attention donnée au problème breton, leur volonté d'unité et d'ouverture, les députés sortants et beaucoup de candidats P.S.U. en Bretagne semblaient plus adaptés que leurs concurrents des autres partis de gauche aux réalités bretonnes.* Pensez-vous que leur échec soit dû uniquement aux querelles et aux prises de position antagonistes des divers états-majors parisiens, c'est-à-dire à des circonstances d'ordre général, parisiennes en particulier, donc extra-bretonnes ?

R. — Le P.S.U. a été en effet le premier parti de gauche à mettre l'accent sur les problèmes régionaux, et sur la nécessité de « décoloniser la province » (colloques de Grenoble et de Saint-Brieuc en particulier). Mais cela semble avoir assez peu joué sur le plan électoral. Ce sont essentiellement des réflexes de classe, ou de corporatisme, qui ont fait le jeu de la droite.

A Saint-Brieuc, le P.S.U. s'est montré l'artisan essentiel de l'unité de la gauche. C'est d'ailleurs ce qui explique la virulence de la droite à son égard. Il y a eu d'ailleurs assez peu de polémique à l'échelon local avec les communistes, mais à une époque où tout le monde possède la radio ou la télévision, au service exclusif du pouvoir central, c'est la propagande nationale qui

(Suite page 8)

TCHECO-SLOVAQUIE

LA POSITION DE L'U.D.B.

(Voir notre Edito page 2)

LE COMBAT DE LA CSF A BREST

Ils étaient une centaine à la Maison des Jeunes de Brest. Tous de la CSF. Intrigués et curieux, ils écoutaient Ronan Leprohon traduire en termes politiques ce qu'ils avaient ressenti pendant plus d'un mois de grève : le sous-développement du travailleur breton, le colonialisme interne, les attaches avec l'armée.

Ils en sont peu à peu venus aux idées bretonnes, par le syndicalisme et par le socialisme. Leur combat en Bretagne rejoint celui de l'U.D.B. sur bien des points. Le problème breton pourrait être en partie résolu par une série d'initiatives de ce genre.

Car, après les avoir découvertes, il est des idées auxquelles on ne renonce pas. L'autogestion est de celles-là. Et, la Direction générale du trust électronique s'est rendu compte que Brest ne se battait pas pour de l'argent, mais pour des responsabilités. Elle a dû céder.

PRIORITE A LA FORMATION ET A L'INFORMATION

1963 : Brest reçoit sa première usine électronique, la C.S.F. Des Parisiens « en punition », et des Bretons émigrés viennent y travailler. Ces derniers sont jeunes, disponibles. Un regroupement naturel facilite alors la création d'une section syndicale C.F.D.T. Elle accorde d'emblée la priorité à la formation des militants et à l'information des travailleurs. Elle ne le regrettera pas, car, en précédant toute lutte d'une information économique, la section syndicale a permis aux travailleurs de prendre véritablement conscience de leur situation.

Aux sections parisiennes qui préfèrent les revendications quantitatives, le syndicat brestois oppose l'exigence plus réaliste de la garantie de l'emploi. C'était aussi l'objectif principal de la journée d'action du 8 mai en Bretagne et dans les Pays-de-Loire. A la C.S.F., la grève est suivie à 95 %. Les ingénieurs participent à ce mouvement ; cela ne s'était jamais vu auparavant.

Peu à peu, les syndicalistes acquièrent une vue d'ensemble de la situation économique de la Bretagne et leurs prises de position réalistes les amènent à contester les structures mêmes de la société capitaliste. Aussi, est-ce naturellement qu'il se sont sentis concernés par la révolution étudiante de mai dernier.

Ces événements donneront l'occasion à la C.S.F. de s'engager politiquement. Un tract, le premier tract non interne à l'établissement, explique que, comme la C.S.F., les étudiants sont sous l'emprise du pouvoir politique. Il faut se solidariser avec eux. Un appel sera lancé dans ce sens aux autres centres C.S.F.

Lundi 13 mai : grève générale. Pour la première fois, un piquet de grève est installé à l'entrée de l'usine. Chez beaucoup de syndicalistes, l'esprit de lutte est ranimé par l'annonce de l'occupation de l'usine Sud-Aviation en Loire-Atlantique.

La direction déjà incompétente est absolument déconcertée par le genre des mili-

(Suite page 3)

GENOCIDE AU BIAFRA

Une étude d'Yves PERSON

(Page 4)

SECOMA

73 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 29-S ERGUE-ARMEL - Quimper - Tél. 21.03

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA
SIEGES FANTASIA
MACHINES A ECRIRE ROYAL

CALCULATRICE MONROE
BUREAUX - CLASSEURS
BOIS - METAL

Agent service : DYMO

Réparations - Recharges

Edito

LE 21 août dernier, certains états du Pacte de Varsovie sont intervenus militairement en Tchéco-Slovaquie. Contrairement à certains professionnels de l'anticommunisme, qui ont triomphé en prétendant (après coup) qu'ils avaient tout prévu et tout prédit, nous ne cacherons pas que nous avons été surpris par cette brutale invasion, que ne laissaient prévoir ni les résultats connus des entretiens de Cierna, ni ceux de la conférence de Bratislava. Nous voulions espérer que l'Union Soviétique et ses alliés reculeraient devant un acte inqualifiable qu'ils ont d'ailleurs été embarrassés pour justifier.

Devant ces tragiques évènements, la position de l'Union Démocratique Bretonne est sans équivoque : elle découle tout naturellement des principes fondamentaux qui constituent notre doctrine.

1°) L'U.D.B. a toujours revendiqué pour le peuble breton — donc pour chaque peuple — le droit de construire le socialisme selon son caractère et ses besoins propres, sa situation concrète, sa vocation spécifique, sans nuire pour autant à la nécessaire solidarité entre forces progressistes et entre peuples socialistes à travers le monde. Nous croyons que seule est bonne la voie nationale du socialisme, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, donc excluant tout nationalisme bourgeois et impérialiste et, a fortiori, toute déviation fasciste.

Il est évident que ce droit à l'autodétermination dans le choix des voies et des moyens du socialisme ne saurait être contesté aux Tchèques et aux Slovaques, pas plus qu'à n'importe quel autre peuple. Il s'agit là d'un droit inaliénable et imprescriptible, qui doit être reconnu sans restrictions et sans arrière-pensées, quelles que soient les fictions juridiques sous lesquelles des pouvoirs centralisateurs et assimilateurs ont parfois masqué — ou masquent encore — l'identité de certains peuples : il y a cinquante ans, les Tchèques et les Slovaques n'avaient pas encore d'existence officielle, les premiers formant trois provinces autrichiennes (Bohême, Moravie, Silésie) et les seconds étant des sujets hongrois : ethnies distinctes de l'ethnie dominante, ces peuples n'en étaient pas moins déjà des nationalités.

2°) C'est avec sympathie que nos militants ont suivi les efforts de démocratisation du Parti Communiste et de l'Etat tchéco-slovaque, poursuivis par l'équipe Dubcek avec un appui populaire unique dans l'histoire, particulièrement enthousiaste dans la jeunesse (que l'on songe à ce que serait devenu en pareille occasion, un gouvernement bourgeois de l'Ouest européen, quel qu'il soit...). Nous n'avons pas manqué d'être sensibles au fait que le précédent régime de Novotny étant indiscutablement, et à sa manière, une forme de régime colonial, l'effort de libéralisation de l'équipe Dubcek était aussi une partie intégrante de la lutte anticoloniale mondiale, lutte contre la colonisation extérieure, avec le dégagement de la tutelle économique russe, lutte contre le colonialisme interne, avec la prochaine ascension des Slovaques à l'égalité totale avec les Tchèques.

Il faut en effet rappeler que les structures de l'Etat évoluaient vers le fédéralisme, c'est-à-dire une organisation propre à assurer à la nation slovaque et à la nation tchèque l'autonomie nécessaire au développement de leur personnalité et de leurs intérêts respectifs. Cette évolution qui préfigure celle que nous préconisons pour l'hexagone et pour l'Europe, marquait un progrès important par rapport aux structures héritées de l'Etat capitaliste fondé en 1919 et qui avaient subsisté, unitaires et centralisées, malgré l'instauration en 1948 d'un régime socialiste.

3°) Opposés à toute hégémonie et à toute ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, nous ne pouvons admettre qu'un Etat ou un groupe d'Etats s'arroge le droit de s'immiscer dans les affaires d'un peuple, contre sa volonté manifeste. A plus forte raison, il est inadmissible que cette immixtion prenne la forme d'une intervention militaire, particulièrement odieuse lorsque la victime en est un petit peuple. Aucun des prétextes tirés de la défense de l' « orthodoxie socialiste » ne peut justifier un tel acte. En raison même de l'idéal élevé dont il s'inspire, le socialisme, plus encore que tout autre régime, se doit d'être exemplaire excluant rigoureusement les méthodes portant atteinte à la dignité et à l'intégrité des peuples. Son objectif n'est-il pas la *libération* de l'homme ?

Nous ne croyons pas au socialisme d'importation, imposé de l'extérieur par des procédés plus ou moins cœrcitifs. C'est aux classes ouvrière et paysanne de chaque pays, ainsi qu'aux organisations progressistes de ce pays qu'il appartient de trouver en elles-mêmes les forces nécessaires, pour établir le socialisme, et pour le défendre, le cas échéant, contre les tentatives éventuelles des contre-révolutionnaires. Certes, il existe une solidarité de fait entre pays socialistes et on peut concevoir une aide apportée à l'un par les autres, mais certes pas contre sa volonté affirmée. Ce ne sont pas les conditions dans lesquelles a été conclu l' « accord de Moscou » ni ce que l'on peut connaître de son contenu qui peuvent nous rendre admissible cette caricature d'une entente entre partenaires égaux et se respectant mutuellement.

4°) Dans sa Charte, l'U.D.B. demande « une solidarité efficace entre tous les peuples » (article 11); de plus, elle s'affirme « solidaire des jeunes nations et condamne leur aliénation politique, économique et culturelle » (article 13). C'est dire que notre Parti est totalement solidaire des peuples

(Voir suite page 7)

LA VIE DU PARTI

COMITE DIRECTEUR

Le Comité directeur de l'U.D.B. s'est réuni le 11 août 1968 à Saint-Brieuc. Les membres présents ont pu faire le point des réunions publiques prévues ; ils ont noté aussi que l'U.D.B. avait ou allait avoir l'occasion d'affirmer sa présence et défendre ses positions lors des nombreuses rencontres ou tables rondes prévues au cours de l'été. Après les ventes excellentes de Quimper et de Brest, le journal continue sa progression. Le reste du Comité directeur fut consacré à la préparation du prochain Congrès, à l'automne prochain (2 et 3 novembre) : recherche d'un local, modification à apporter dans le déroulement chronologique.

REUNION PUBLIQUE DE BRIEC-DE-L'ODET

DATE : **le samedi 24 août 1968.**
ORATEURS : **C. Canévet - G. Ferrec.**

15 personnes assistaient à cette réunion, en majorité des jeunes de la région de Briec et quelques agriculteurs, ainsi que M. Stéphan, maire de Briec et président du C.E.C.O.R. (Comité d'Expansion de Cornouaille). La discussion qui suivit l'exposé a porté essentiellement sur les options socialistes de l'U.D.B. et la nécessité d'une planification démocratique et d'un pouvoir régional populaire pour assurer le développement de la Bretagne.

REUNION DU MOUVEMENT BRETON A CHATEAUNEUF-DU-FAOU

A l'initiative de M. Le Meur, maire de Châteauneuf-du-Faou, l'ensemble des diverses organisations et tendances du mouvement breton se sont rencontrées au cours de la journée du 14 août. Etaient représentés : Al Leur Nevez, Ar Falz, B.A.S., Bleun-Brug, Gorsedd, Kendalc'h, Kuzul ar brezhoneg, War raok et l'U.D.B. Notre Parti avait délégué nos camarades Jean Mahé et Ronan Leprohon pour le représenter.

Au cours des débats fort intéressants qui rapprochèrent les diverses associations bretonnes, notre Parti est apparu comme une incontestable force politique, à la doctrine solide et à la clairvoyance reconnue. Plusieurs participants à cette réunion découvrirent ainsi le vrai visage de l'U.D.B., bien différent de celui que des gens malintentionnés essayent périodiquement d'accréditer dans l'opinion publique bretonne.

Notre délégation participa à la rédaction du communiqué final mais se réserva le droit de ne pas signer ce texte : nous expliquons pourquoi dans un article de ce journal.

TABLE RONDE DU « BLEUN-BRUG »

Dans le cadre de l'université d'été, le « Bleun-Brug » avait organisé le 29 août, une table ronde sur l'évolution politique de la Bretagne et la position des formations politiques face au problème breton.

Se retrouvèrent ainsi face à plus d'une centaine de stagiaires et de Briochins : MM. de Bennetot et Charles, députés gaullistes ; Ollivro député centriste ; Le Foll, maire P.S.U. de Saint-Brieuc ; Mlle Mazéas, représentant la F.G.D.S. et notre camarade Leprohon, représentant notre Parti.

Le débat fut courtois mais animé, « arbitré » par M. Martray, qui présenta abondamment un « Mouvement national pour la réforme régionale » et réserva ses critiques au représentant du P.S.U. et à celui de l'U.D.B...

Notre camarade Leprohon eut l'occasion au cours du débat de définir avec clarté les positions de notre Parti, sans compromissions ou concessions aux « modes politiques » du moment. Si l'on en jugeait par les fréquents applaudissements qui ponctuèrent ses interventions, l'U.D.B. prouvait une fois encore qu'aux problèmes de la Bretagne et du socialisme, elle apporte une solution concrète, claire et d'avenir.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR LE SOUTIEN ET LE DEVELOPPEMENT DU « PEUPLE BRETON ».

Notre appel du mois dernier a été entendu. Une fois de plus, malgré les vacances, quelques lecteurs ont pensé à aider **Le Peuple Breton**, à lui permettre d'assurer les bases de son actuel succès et à mieux préparer l'avenir. Qu'ils en soient remerciés !

Les vacances se terminent et l'activité politique reprend partout dans l'hexagone. Notons qu'il n'y a pas de vacances pour le combat breton et que l'activité de l'U.D.B. a été grande durant ces mois d'été, « La vie du parti » en témoigne...

Il faut donc que la presse bretonne soit forte à la rentrée : il faut que notre voix puisse être davantage entendue au cours des débats qui ne manqueront pas de s'instaurer après la pseudo-réforme gaulliste de décentralisation ; il faut que la presse bretonne progressiste occupe en Bretagne la place qui sera la sienne, pour le socialisme et la liberté ; il faut que **Le Peuple Breton** devienne davantage encore la publication sérieuse et de contestation dont notre pays a besoin pour sortir d'une apathie dangereusement mortelle.

Ce rôle, cette place, vous pouvez aider à les donner à votre journal. En plus de votre abonnement, songez — de temps à autre — à verser dans la mesure de vos moyens, votre participation à cette souscription. Vous aiderez la presse bretonne, votre presse, vous aiderez la Bretagne, votre pays. Merci d'avance.

NEUVIEME LISTE

Anonyme, **Isère**	5,00 F
M.P., **Quimper**	5,00 F
Yves Le Berre, **Rennes**	10,00 F
A.L.B., **Rennes**	10,00 F
Anonyme, **Pont-L'Abbé**	5,00 F
Emile Coz, **Plounéour-Lanvern**	100,00 F
L.G., **Mayenne**	15,00 F
Total de la neuvième liste	150,00 F
Report des listes précédentes	2 264,10 F
TOTAL	**2 414,10 F**

Les participations à la souscription doivent être adressées au **Peuple Breton,** B.P. 103, Rennes ; CCP 2 365-76, Rennes, en précisant au dos de l'envoi : **Souscription.**

Compagnie d'assurances
l'UNION
Pierre GRANNEC
8, Allée de Kernisy
QUIMPER — Téléphone : **6-26**

VOTRE PAVILLON TERMINÉ
du type 4 « Heb-Ken » (71 m2 07) à partir de **54 146 F.**
Prime et prêt Crédit Foncier sur 20 ans - Prêt complémentaire - Etude gratuite de tous problèmes financiers - Construction sur votre terrain ou sur nos lotissements
REALISATION
LA CORNOUAILLE IMMOBILIERE
29, place de la République - 29-S. PONT-L'ABBE - T. 2-73

LE COMBAT DE LA CSF...

(Suite de la page 1)

tants qu'elle doit affronter. Formés économiquement, ils réclament la garantie de l'emploi, la création d'un complexe électronique à Brest et, ô sacrilège, un droit de regard sur l'embauche, la formation et la gestion. L'autogestion ! Le mot est lâché... Ce sera pendant toute la crise le cheval de bataille de la section syndicale.

JOUER A FOND LA DEMOCRATIE

Lundi 20 mai : après un dimanche agité, la grève est votée. Avec occupation de l'usine. Elle va durer un mois. Un mois de travail en commissions, et pour la détente nécessaire, de parties de football sur l'immense parking. Une période de folles espérances où chacun se sent responsable de la collectivité. Un socialisme vécu, jusque dans la vie matérielle qui ne venait en rien troubler le travail de recherche.

Un Comité de grève élu travaille parallèlement au bureau syndical. Ils prennent cependant des décisions communes. Les responsables ont décidé de jouer à fond la démocratie. Au bout de huit jours, le bureau syndical, quelque peu critiqué auparavant, a la confiance de tous.

CHAUFFAGE CENTRAL
PLOMBERIE SANITAIRE
●
S.A. Frédéric VERRIMST et Cie
Téléphone : 5-44
5, Avenue de la Gare
S 29 - CONCARNEAU

Dès les premières heures de grève, une question avait été débattue par les travailleurs. Elle devait servir de point de départ aux recherches : comment voyez-vous la gestion d'une entreprise dans une perspective d'autogestion ?

Le bureau syndical ne veut rien imposer. Il synthétise seulement ce jaillissement d'idées venues de la base. Un atelier propose alors la création de commissions ouvrières chargés d'assurer la gestion de l'entreprise. Tous les groupes travailleront cette idée pendant quinze jours. La presse commence déjà à parler de l'extraordinaire expérience de la C.S.F. Les résultats de ses travaux doivent être diffusés : une commission envoyée à Paris reçoit partout un accueil favorable.

A l'intérieur de l'usine, les ingénieurs et les ouvriers se confrontent. Depuis cinq ans qu'ils travaillent ensemble, des rancunes se sont amassées. L'abcès sera vidé. Cependant, au bout de quinze jours, cédant à des pressions, les ingénieurs quittent l'usine. Les autres nous suivront pensent-ils. Ils seront 700 à continuer le combat, soit 70 % des effectifs...

La troisième semaine sera celle de l'ouverture vers l'extérieur. Un changement d'activités à l'usine permettra de rendre les hommes plus responsables vis-à-vis de la société : des discussions sur la vie économique de la région, sur la vie culturelle brestoise alternent avec des conférences-débat animées par des étudiants. Des contacts sont pris avec le monde paysan grâce au C.D.J.A. (Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs). Ces discussions se poursuivront car elles ont montré que les jeunes ruraux réclamaient les mêmes structures que les ouvriers de la C.S.F.

Cette ouverture aux problèmes régionaux se montre aussi dans l'action : la C.S.F. parrainera la création d'une section syndicale à l'usine « Beg-Avel », à Saint-Pierre (Brest).

SIX JOURS DE NEGOCIATIONS

Déjà quatre semaines de grève. Les groupes de travaux ont déposé leurs rapports. Elus, les membres de commissions ouvrières sont prêts à prendre leurs responsabilités. Ces commissions sont totalement indépendantes et ouvertes à tous les travailleurs, syndiqués ou non. La section syndicale doit garder son rôle de contestation dans une entreprise gérée par des commissions ouvrières. Et, c'est l'attente. Depuis six jours, les militants négocient avec une direction incapable. Le directeur voit dans les commissions ouvrières une atteinte à la hiérarchie qui était plutôt militaire que fonctionnelle. Est-il influencé par ses 25 ans d'armée ? Toujours est-il que le directeur ne veut rien entendre sur ce plan.

Cependant, la Direction ne veut pas voir le centre de Brest reprendre le travail le dernier. Question de prestige ! Elle accorde de gros avantages pécuniers. Et, estimant les travailleurs comblés demande un vote à bulletins secrets. Il est organisé de façon tout à fait régulière avec l'accord et la collaboration des syndicats. Une majorité de 66 % se dégage pour la poursuite de la grève... Après un arrêt de travail d'un mois, malgré les pressions de toutes sortes, les ouvriers ne cèdent pas.

La revendication est portée devant la Direction Générale qui se rend compte que quelques centimes de plus par heure ne changeront rien. Aussi, accepte-elle la création d'une commission expérimentale de douze membres qui devra travailler en collaboration avec la Direction brestoise.

«LA TOUR D'AUVERGNE»
Propriétaire : **Pierre Raphalen**
Place Gambetta - 29 S. PONT-L'ABBE
Téléphone : **47**
●
Son restaurant réputé
Tous les fruits de la mer
Ses chambres tout confort

Comment tournera cette expérience de socialisme vécu ? Les commissions arriveront-elles à assurer la primauté du travail sur le capital ? On ne peut le savoir encore. Il faut attendre. De toutes façons, les commissions ouvrières restent en place. Réunies à l'extérieur de l'usine, elles exposent leurs solutions à un rapporteur. La commission expérimentale les défendra pour elles.

Les travailleurs ont trop lutté pour les commissions ouvrières, ils sont prêts à repartir en grève pour les protéger. Et ça, la Direction le sait. Elle en a peur. La détermination des ouvriers est le garant de la réussite de cette co-gestion.

Jean-Claude LEON.
François KERFRAVAL.

UN COMBAT POUR DES RESPONSABILITÉS

LA CHAUMIERE
Nozh Club war an aod
29-S. — SAINTE-MARINE
Selected by the B.B.C.

libres propos

de MORVAN LEBESQUE

Ubu-Paysagiste

L'envoi est luxueux (1) *papier glacé, publicité massive. On admire que ce magazine soit celui de la J.E.B. Jusqu'à la page* 51 *où un article sur le* Parc régional d'Armorique, *signé d'un « chargé de mission au ministère du Plan », nous confirme qu'à cette présentation du genre — toutes proportions gardées —* Jours de France, *répond une éthique du même ordre. L'éthique de M. Dassault et de M. Pompidou.*

De quoi s'agit-il ? L'auteur nous le rappelle : le monde actuel, essentiellement urbain, exige de plus en plus des « zones naturelles de détente *» où l'homme moderne «* fuira le bruit et l'air vicié des grandes cités pour aller respirer l'air pur des campagnes *». Quatre de ces zones se trouvent en Bretagne : le Huelgoat, l'estuaire de l'Aulne, les « Caps », l'archipel d'Ouesssant. Il suffit donc de les « aménager », d'y promouvoir des «* organisations d'accueil *», gites ruraux, meublés, etc., impliquant bien entendu «* la mise en valeur du paysage *». N'insistons pas, le projet est connu. Et on le réalisera sûrement car il épouse très exactement la philosophie du gaullisme qui consiste* 1°) *à déraciner les hommes de la nature et* 2°) *à leur donner sa quintessence, le* naturel. *Même processus pour la culture, refusée au peuple et remplacée par le* culturel *élitaire et désincarné. Pas l'arbre, mais le fruit d'espalier. Pas le vin, mais l'alcool. Les Perses à la télé, mais pas l'information. Plus clairement ceci : On n'éduque pas les masses, on ne leur apprend même pas ce qui se passe, mais on accroche pour une journée Rouault.*

Rouault et Cézanne aux murs du réfectoire de Renault-Billancourt. On chasse le paysan de sa terre, mais on lui donne une 2 CV *pour aller à la campagne le dimanche.*

*Si cette politique était représentée au théâtre, le titre de la pièce ne pourrait être qu'*Ubu - Paysagiste. *Comment nous l'impose-t-on dans la vie ? Par le* tourisme, *mot-sorcier, religion d'Etat. En mai, l'un des griefs majeurs contre les étudiants et grévistes fut qu'ils « compromettaient la saison ». C'était vrai, d'ailleurs, mais on se garda bien d'aller au fond des choses comme nous avons, ici, le devoir de le faire. Disons donc carrément ce qu'est le tourisme : une activité parfaitement honorable mais qui en aucun cas ne peut se substituer aux autres ; et surtout pas en Bretagne, où elle sera de plus en plus menacée par l'extension des voyages et le goût croissant pour l'étranger et les pays de soleil. Le tourisme est la maigre richesse des pauvres, l'aumône qu'on fait à une « région ». Il devient en outre un alibi insupportable du pouvoir lorsque le citoyen est sommé de taire ses revendications, le pain, la liberté, sous prétexte qu'il gêne quelques milliers d'estivants étrangers à ses problèmes, pas même : le «* prestige *» du champagne ou de la Tour Eiffel.*

Un pays adulte considère le tourisme comme un appoint et bâtit sa prospérité sur des activités continues. Ainsi, l'homme : car tout, dans la vie, est continu, *la nature, la culture, la parole, la conscience ; et quiconque rompt cette continuité, crée un déséquilibre et finalement une oppression. C'est m'opprimer que de m'empêcher de parler cinq ans durant sous prétexte que j'ai* donné ma voix *une fois pour toutes au cours d'une élection truquée par la peur. C'est m'opprimer que de me voler la nature en m'obligeant à vivre dans une anti-nature onze mois de l'année, puis en me permettant de la «* fuir *» un mois en vacances. Le rédacteur du magazine de la J.E.B. ose prétendre que le* Parc d'Armorique *nous offrira une « nature humanisée ». Non-sens absolu. La nature est partout où l'homme a des rapports quotidiens et familiers avec elle. Elle cesse d'être quand on fabrique un* naturel *enclos de barrières et dépendant d'un Syndicat d'Initiative. Alors, elle devient le* paysagisme, *sa caricature.*

Le Parc naturel d'Armorique *ne sera donc pas plus « la nature » que l' « Armorique » n'est la Bretagne. Il constituera le vague décor d'une Bretagne désincarnée enfin débarrassée de ses habitants, ces gêneurs. Double opération du pouvoir : d'une part, il transforme les Bretons en bétail prolétarien déraciné et transplanté selon les exigences du capitalisme ; de l'autre, il crée pour les touristes une Bretagne abstraite sans Histoire, sans présent, sans peuple, sans culture, réduite à un amuse-l'œil ou à un amuse-gueule. Une Auberge Pittoresque : on ne pouvait descendre plus bas dans le mépris. Et il est confondant que des étudiants bretons défendent dans leur revue un tel projet contraire, non seulement à la Bretagne, mais à l'humanisme. Quelle est donc cette* intelligentsia *colonisée qui réagit comme un « indigène » porteur de valises ?*

Nous ne voulons pas d'une Bretagne où M. Pompidou promènera sa dame en distribuant ça et là des pourboires aux serveuses en coiffe. Notre Bretagne est celle des champs, des usines, des universités, une Bretagne majeure, une Bretagne vivante. Et il faudra bien la faire contre la diaspora qu'on nous impose, même si nous devons la reconquérir du dehors, comme les Israéliens.

(1) Numéro spécial d'**Ar Studier,** Economie-Culture.

Morvan Lebesque

GENOCIDE ET UNITE NATIONALE

LA TRAGEDIE DU BIAFRA

Quand cet article paraîtra, la tragédie du BIAFRA aura peut-être trouvé une issue provisoire, soit que l'armée fédérale ait écrasé les dernières résistances organisées, sinon la guérilla irréductible que l'on peut prévoir, soit qu'un compromis politique ait été trouvé à Addis-Abeba.

Dans un cas comme dans l'autre, un abîme de haine va nécessairement isoler de la Nigéria les survivants du peuple IBO, car la catastrophe à laquelle nous sommes en train d'assister impuissants est assurément l'une des plus grandes de l'histoire. — Seul le génocide des Juifs par les Nazis la dépasse encore en ampleur. — Dans les deux cas, ces horreurs sans mesure ont été commises au nom d'un mythe ; c'est celui du racisme qui inspirait Hitler, tandis que les dirigeants de Lagos prétendent se justifier en invoquant celui de l'unité nationale.

Par **Yves PERSON,**

chargé d'enseignement à la Faculté des Lettres de Dakar

LES PEUPLES DU BIAFRA

Un bref rappel des données ethnographiques et historiques s'impose au départ si l'on veut essayer de juger cette tragédie, sans partialité sinon sans passion.

Le BIAFRA, quand il a proclamé son indépendance en mai 1967, occupait les territoires situés entre le cours inférieur du Niger et la frontière occidentale du Cameroun.

Ses habitants au nombre d'au moins 12 millions appartenaient à trois groupes ethniques bien distincts :

— les IJAW, peu nombreux, occupent donc l'Ouest, les marécages du delta du Niger — leurs affinités ethno-linguistiques sont mal établies mais leurs Cités-Etats, qui ont longtemps prospéré grâce à la traite des noirs vers l'Amérique, ont été le théâtre d'une curieuse et précoce acculturation.

— Divers peuples de la grande famille BANTU occupent dans l'Est, les territoires situés entre la CROSS-RIVER et la frontière du Cameroun. Ils forment de nombreux groupes ethniques, comptent au total 4 millions d'habitants et dont les plus remarquables sont les EFIK de Calabar, vieux partenaires de la traite négrière vers l'Amérique, et les IBIBIO qui ne sont pas moins de 2 millions.

— Enfin, dans tout le centre et le nord du pays, on trouve les IBO (ou IGBO) au nombre d'au moins 8 millions. Ce peuple (1) se rattache à la grande famille KWA qui s'étend vers l'Ouest jusqu'en Côte-d'Ivoire, mais sa civilisation très originale lui donne une place à part. En dehors de quelques zones marginales, il a toujours rejeté la structuration politique en grands royaumes qui caractérise les autres peuples du même groupe. Organisé en démocraties villageoises extrêmement vivantes, il vit dans une ambiance de compétition, opposant groupes familiaux et classes d'âge, ce qui incite fortement les individus à faire de grands efforts pour se mettre en valeur. Les IBO ont complètement transformé le milieu forestier originel de leur pays, dont ils ont fait un immense village, avec un habitat continu sur plusieurs centaines de kilomètres. Les densités du peuplement rural varient de 300 à 500 au km2, ce qui donne une idée du caractère intensif de cette agriculture admirable, l'une des plus efficaces de l'Afrique Noire.

Comme toutes les sociétés démocratiques rurales, les IBO ont beaucoup souffert de la traite des noirs, qui s'est longtemps exercée à leurs dépens par l'intermédiaire des IJAW et des EFIK. Ils ont aussi résisté plus longtemps que leurs voisins aux colonisateurs britaniques, mais se sont ensuite lancés dans l'aventure de la modernisation avec une ardeur sans égale.

Leur orientation traditionnelle vers la compétition individuelle s'est conjuguée ici avec une christianisation très rapide et la mise en place d'un réseau scolaire fort dense. Les IBO ont donc vite fourni une proportion très remarquable des « évolués » et des intellectuels, dans le cadre de la Nigeria britanique. Ils ont bientôt occupé dans tout le pays la plupart des postes de fonctionnaires ainsi que les cadres moyens du commerce et de l'industrie. Jusqu'en 1967, près de 2 millions d'entre eux avaient ainsi quitté leur territoire d'origine pour s'installer un peu partout à travers la fédération, mais, en raison de leur forte personnalité, ils ne fusionnaient nulle part avec les peuples chez qui ils s'établissaient. Les EFIK et IBIBIO montraient d'ailleurs des qualités d'adaptation analogues et, en dehors de leur pays d'origine, les autres ethnies les distinguaient mal des IBO. Tous étaient l'objet d'une même jalousie des peuples moins doués auxquels ils servaient de cadres.

LES IBO DANS LA NIGERIA

Il n'est donc pas étonnant que les premières grandes manifestations du nationalisme anti-britanique aient été le fait des IBO et particulièrement du plus célèbre d'entre eux, le docteur NNAMDI AZIKIWE, le célèbre « ZIK ». C'est lui qui a mené depuis 1945 l'action qui devait aboutir à l'indépendance de la Nigéria, contre la mauvaise volonté des Emirs du Nord, ces féodaux que la colonisation britannique avait maintenu à la tête du grand peuple HAUSA et dont l'influence avait même été étendue par les Britanniques sur de nombreux groupes païens qui avaient jusque là maintenu leur liberté (les TIV de la Bénoué, par exemple).

Il paraissait logique qu'une opposition fondamentale de développât entre les IBO, progressistes, et les féodaux musulmans du pays HAUSA. Cela aurait pu bloquer la marche vers l'indépendance, et une telle politique était préconisée par certains coloniaux britanniques. Pour surmonter cet obstacle, AZIKIWE n'hésita donc pas à conclure une alliance contre nature avec le parti des Emirs.

Il était d'ailleurs poussé dans cette voie par la violente rivalité opposant les IBO aux YORUBA, le second grand peuple du sud de la Nigéria, dont le domaine s'étend du Moyen Togo jusqu'aux rives du Bas Niger. (En simplifiant un peu car il faudrait tenir compte des BINI qui ont jadis organisé le grand empire BENIN) presqu'aussi évolués et actifs que les IBO, les YORUBA se trouvaient partout en concurrence avec eux dans le cadre du système colonial, mais ils réussissaient finalement moins bien qu'eux. Leur grand leader OBAFEMI AWOLOWO considéra bientôt AZIKIWE avec une véritable haine.

Cela explique qu'AZIKIWE, soucieux de ne faire nulle peine même légère à ses alliés HAUSA, ait dénoncé comme une manœuvre colonialiste le projet de diviser la Fédération en plus de trois provinces avant l'indépendance. C'était ce que demandait AWOLOWO et il est évident qu'un meilleur équilibre aurait ainsi été obtenu aux dépens des Emirs. On peut donc penser que si le pire n'a pas été évité, c'est par la faute du leader des IBO.

Après l'indépendance, proclamée en 1960, le parti féodal du Nord a cependant entrepris d'imposer sa prédominance absolue, avec une impudence croissante et en méprisant toute précaution. Cette politique d'oppression s'incarnait dans la personne du premier ministre du Nord, AMADU BELLO, descendant du grand conquérant musulman OSMAN DAN FODIO (1803-1817). AMADU BELLO devint vite le véritable maître de la Fédération, aux dépens de son allié AZIKIWE. Le premier ministre fédéral, Sin ABUDAKAR TEFEWA BALEWA, n'était que son valet.

Les IBO commirent d'abord l'erreur de se prêter à ce jeu. C'est avec leur complicité que le parti d'AWOLOWO fut démantelé dans la région Ouest et ce leader condamné à de nombreuses années de prison, tandis qu'AMADU BELLO installait des quislings à sa solde en pays YORUBA.

Se croyant dès lors le maître, le premier ministre du Nord manipula le recensement de 1964 pour augmenter le nombre des députés de sa région et truqua ouvertement les élections fédérales de décembre 1965.

Les IBO s'aperçurent alors qu'ils étaient trompés et leur fureur fut extrême. AZIKIWE ayant protesté en vain se retira en Grande-Bretagne et le grand Etat nigérien parut dès lors livré pieds et poings liés à une féodalité cléricale soutenue par le colonisateur britannique.

LA CATASTROPHE

Ce triomphe insolent connut des lendemains sinistres. En janvier 1966, les jeunes officiers IBO, particulièrement nombreux dans l'Armée Fédérale, procédèrent à un coup d'Etat sanglant au cours duquel AMADU BELLO et de nombreux féodaux trouvèrent la mort. En pays YORUBA plus de 10 000 collaborateurs des HAUSA furent massacrés par les partisans d'AWOLOWO.

Les IBO mirent au pouvoir l'un des leurs, le général IRONSI, mais ce dernier, qui était resté étranger au complot, ne sut pas choisir une ligne politique ferme. Sans pouvoir se retourner contre les siens, il fit quelques avances aux HAUSA et, au lieu de se réconcilier avec les YORUBA, il maintint AWOLOWO en prison. Il proclama par ailleurs la Nigéria une et indivisible et la fin du système fédéral, ce qui signifiait aux yeux des autres peuples : « Toutes les places aux IBO ».

Pour les HAUSA, cependant, il fallait venger le sang sacré d'OSMAN DAN FODIO. Ils surent alors se réconcilier avec le parti d'AWOLOWO et le coup d'Etat qui eut lieu en juillet 1966 leur permit de massacrer IRONSI et tous les dirigeants fédéraux IBO. Le général GOWON, qui prit alors le pouvoir, n'était pas un HAUSA, mais un païen du Nord, plein de complexes à l'égard des Emirs, et prisonnier de la caste militaire qui s'installait au pouvoir. AWOLOWO, enfin libéré, reprit en main le pays YORUBA, dans l'enthousiasme, mais il considérait les IBO avec une haine profonde.

L'expiation n'était pas encore suffisante. En septembre 1966, les masses HAUSA, fanatisés, se jetèrent sur les civils IBO établis dans la région du Nord, et en massacrèrent plus de 30 000, dont beaucoup de femmes et d'enfants, dans des conditions horribles. Plus de 2 millions de personnes refluèrent en catastrophe vers la région de l'Est.

Celle-ci se trouvait depuis janvier sous l'autorité d'un officier IBO, le lieutenant colonel OJUKWU. Après les massacres de septembre, une poussée irrésistible de l'opinion l'amena à se mettre en état de sécession de fait.

Le pire pouvait encore être évité, mais la volonté manifeste d'AWOLOWO et des leaders HAUSA sinon de GOWON lui-même était d'obtenir une humiliation complète des orgueilleux IBO. Les pourparlers engagés à Accra en février 1967 parurent aboutir, mais les autorités de Lagos en sabotèrent l'application.

Le traumatisme subi par les IBO était d'ailleurs tel que leur opinion s'opposait avec une étonnante unanimité, à toute concession. Ils étaient d'ailleurs suivis, avec peu de nuances, par les EFIK et IBIBIO, mais non par les IJAW, plutôt favorables au gouvernement fédéral.

Par ailleurs, la Nigéria était devenue depuis deux ans le premier pays pétrolier d'Afrique Noire et la plupart de ses réserves se trouvaient en territoire IBO, si bien que la région de l'Est avait le sentiment d'être dépouillée de ses richesses naturelles au profit de la Fédération. En proclamant son indépendance, elle pouvait espérer une plus grande prospérité, car son territoire est le plus riche de l'ancien Nigéria. Soucieux de contrer les pétroliers américains, il est probable que des agents de compagnies françaises ont alors poussé dans ce sens. Mais ce n'est là qu'un élément absolument étranger à la cristallisation d'un remarquable sentiment national au sein du peuple IBO à l'issue de la crise de 1966.

Le résultat fut la proclamation de l'indépendance du BIAFRA par le colonel OJUKWU à Enugu, en mai 1967.

La suite n'est que trop connue. Mis à l'index par l'opinion africaine, le BIAFRA s'est trouvé seul, presque sans armes, face à un adversaire qui a entrepris aussitôt de mobiliser en masse et d'organiser une puissante armée. L'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, et les U.S.A. se sont trouvés d'accord pour soutenir sans réserve et pour armer le gouvernement fédéral au nom de la défense de l'unité de la Nigéria. Le BIAFRA n'a obtenu qu'une aide faible et clandestine de la France, voire de l'Espagne franquiste. Celle-ci n'est pas l'effet d'une option politique ; quand on se noie, on saisit la main qui se tend. Par ailleurs, l'île de Fernando-Po, principal élément de la Guinée espagnole, qui va recevoir son indépendance à la fin de 1968, est peuplée en majorité par des IBO venus depuis un demi-siècle comme manœuvres sur les plantations. La solidarité ethnique joue donc ici autant que la position géographique.

L'armée fédérale a pris l'offensive, envahissant le territoire BIAFRA en juin 1967, en annonçant qu'il s'agissait d'une simple opération de police et que seule était visée l'ambition d'OJUKWU. Malgré une supériorité écrasante en hommes et en matériel, elle s'est heurtée à une résistance fanatique des IBO et n'a pu progresser que pas à pas. Sa maîtrise de la mer lui a cependant permis d'occuper assez vite le littoral, et de couper les BIAFRAIS de tout secours extérieur. Finalement, en mai 1968, elle a réussi à les refouler dans un réduit étroit, limité au centre du pays IBO.

Cette guerre a été menée dès le début avec une sauvagerie extrême de part et d'autre, mais surtout de la part des fédéraux car c'est sur le territoire du BIAFRA que se déroulent les combats. Tous les IBO mâles de la ville d'ASABA ont ainsi été exterminés après la chute de cette place en novembre 1967.

La propagande fédérale qui dénonçait l'ambition personnelle d'OJUKWU, a bientôt été démentie par un phénomène extraordinaire. Il n'y a eu en effet pratiquement aucun collaborateur IBO. La quasi-totalité de la population a évacué les territoires conquis par l'armée fédérale pour se réfugier dans l'étroit réduit central dont la population rurale était déjà de 500 au km2. En juin 1968, plus de 8 millions d'hommes s'entassent dans un territoire de 150 km de rayon, dont les fédéraux refusent l'accès aux secours sous prétexte que des armes pourraient ainsi être fournies à l'armée biafraise. Près d'un million d'hommes paraissent avoir péri au cours de combats inégaux et d'une férocité sans exemple. Deux millions vont sans doute mourir de faim d'ici le mois de septembre. Si l'on tente d'expliquer cet horrible holocauste, on constate qu'il provient de la contradiction inéductible entre une réalité, la volonté désespérée et unanime des IBO de rompre avec la Nigéria, et un principe, le respect superstitieux des frontières arbitraires que l'Afrique a héritées de l'ère coloniale. C'est la valeur de celui-ci qu'il convient donc d'examiner.

LES ETATS INCREES

Le principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation a été fixé par l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) dès 1960. Le caractère arbitraire et absurde de ces frontières est pourtant reconnu par tous. Elles ont été tracées au hasard, à la fin du siècle dernier, par les diplomates des colonisateurs, qui ne disposaient que de cartes à peu près blanches pour ces pays alors inconnus.

Malgré l'extrême diversité des groupes ethniques de l'Afrique Noire, ceux-ci se regroupent en un petit nombre de grandes provinces actuelles, et celles-ci ont été systématiquement tronçonnées par les

---

(1) Il convient de dénoncer fortement le vice qui consiste à qualifier de « Tribus » tous les peuples d'Afrique Noire. L'organisation tribale peut se définir par une prédominance des liens lignagers sur les liens territoriaux. L'organisation traditionnelle d'un peuple peut être du type tribal, c'est-à-dire qu'il inclut alors diverses tribus, mais que lui-même n'est jamais une tribu. A moins qu'on juge les Nègres indignes de former des « peuples » et qu'il convienne d'utiliser un autre mot pour eux. — les 200 000 Islandais formeraient alors un peuple, mais les 8 millions d'IBO ou les 15 à 20 millions de HAUSA n'auraient droit qu'au nom de tribu.

Malgré son unité fondamentale, le peuple IBO est très diversifié. Les six grands dialectes de sa langue ne sont pas mutuellement intelligibles et les autorités britanniques ont eu le plus grand mal à mettre au point une langue écrite unique, l' « UNION IBO » nécessaire pour organiser l'enseignement primaire. Les deux premières années scolaires se font en effet exclusivment dans la langue autochtone, dans tous les anciens territoires britanniques.

Composition linotype à façon
REVUES — TABLEAUTAGES — THÈSES
LINARMOR
15, rue des Fossés — RENNES

V. — Cent ans d'intoxication par les manuels d'histoire

■ G. LE SCOUEZEC poursuit son étude de l'idéologie de l'histoire de la « Nation-Elue » au travers de quelques événements : Traité de Verdun, Croisade des Albigeois...

PLAIDOYER POUR UN MASSACRE

Durant les siècles qui tentèrent d'effacer le péché de 843, il y a, il faut bien l'avouer, un rude moment à passer pour la théorie de la France Eternelle : c'est le temps des Albigeois. Les manuels qui se tirent le mieux de ce mauvais pas, sont, en définitive, ceux d'inspiration catholique. Comme le Pape, le Roi et les seigneurs du Nord sont situés du même côté politique, il suffit aux bons maîtres d'adoucir les faits, de donner quelques explications lénifiantes, et les élèves admettent sans trop de mal l'horreur et le massacre.

A l'inverse, les ouvrages en usage dans les lycées de l'Etat tiennent une position éminemment délicate. Il s'agit en effet pour eux de condamner comme il convient l'expédition abominable, menée au nom du Christ contre les hérétiques, et tout en même temps de la justifier, puisqu'elle se solde pour le royaume par l'un des plus gros profits jamais réalisés. On n'a donc pas de mots pour qualifier les pratiques du Pape, des inquisiteurs et des chevaliers chrétiens, mais l'on fait rapidement volte-face, en montrant bien quel service ils rendirent ainsi à la France Eternelle : ils se chargèrent en somme de la sale besogne, qui servait à la fois l'impérialisme de Rome et celui du roi de Paris. « C'est dans le sang, écrivent Amman et Coutant, qu'on éteignit la civilisation, la langue, l'indépendance du Midi : c'est à ce prix qu'on sauva les principes de la nationalité française... » Loin de l'esprit de ces braves gens, bien sûr, de remettre en cause, pour une si simple et si mesquine raison, les « principes de la nationalité française », comprenez : l'appétit féroce des assassins venus du Nord. Ils travaillaient, n'est-ce pas ? pour la France.

D'ailleurs, le bon Crozals, tout miel et sucre, nous montrera bientôt, l'admirable visage de Blanche de Castille : « ...poursuivant cette politique de l'agrandissement du domaine royal, qui devait peu à peu confondre la France et le royaume, elle étendait sur le Midi, encore saignant des ravages de la guerre des Albigeois, l'action bienfaisante de la royauté ; par un mariage habilement négocié, la Provence entrait dans sa sphère d'influence. » Belle image d'Epinal ; La sainte femme panse les plaies et préférant à la violence, la diplomatie, augmente les biens patrimoniaux de la dynastie : tout bénéfice, que de faire ainsi succéder la ruse à la force, *ad majorem Franciæ gloriam* et au plus grand avantage de sa Majesté le roi Louis IX, dit saint Louis.

PAS DE PLACE POUR LES BRETONS

Pour souligner ces quelques traits majeurs de la physionomie des manuels, l'on pourrait apporter des dizaines et des dizaines de citations qui confirmeraient l'unité de ton de ces ouvrages. Mais venons-en plus précisément à la manière dont ils considèrent la Bretagne. Bien que quelques-uns, en nombre restreint il faut le reconnaître, aient connaissance de l'émigration en Armorique, aucun ne met en évidence, cela va de soi, l'originalité foncière du pays et du peuple ainsi constitués à l'ouest du Bassin Parisien. Il faut quitter la Grande Histoire et se perdre dans d'humbles brochures d'histoire régionale, comme ces « Simples leçons sur l'histoire de l'Anjou... », de l'abbé Th. Civrays, publiées à Angers, par la Librairie des éditions de l'Ouest, pour y trouver un amer souvenir de « Nomenoë et ses Bretons » : « Les Bretons tout d'abord, sous la conduite de leur roi Nomenoë, se jetèrent sur le pays des Mauges et le rançonnèrent. Puis, après avoir pillé le Mont-Glonne, ils s'emparèrent de la ville d'Angers et la pillèrent. Nomenoë remontait la vallée du Loir à la recherche de l'armée franque, détruisant tout sur son passage, quand il mourut soudain près de Vendôme ». Ces griefs de voisins donnent une longueur exceptionnelle à la mention, si souvent omise dans les manuels français, de Noménoë.

En dehors de semblables monographies en effet, les rois de Bretagne sont ignorés. D'ailleurs un tel titre royal, autre que de Paris, serait malséant dans un ouvrage sérieux. Ces omissions ou la rapidité extrême de ces mentions font apparaître tout naturellement le duché de Bretagne, vers le X[e] ou le XI[e] siècle, comme l'une de ces « vingt-neuf provinces ou fragments de provinces », résultant « du démembrement d'un grand territoire, gouvernements locaux formés aux dépens du pouvoir central ». Il est admis en effet, dès le départ, qu'il ne saurait exister sur une partie quelconque du territoire de la France idéale, aucune autorité qui ne soit une émanation du Pouvoir Central » ou une usurpation à son égard. Il ne peut donc être question d'une Bretagne souveraine : les manuels de la République admettent sans sourciller les prétentions des rois.

L'on arrive là à une contradiction évidente. Car si tout ce pays, entre Rhin et Océan, était vraiment un, si les Français, au sens idéologique général du terme étaient bien tous les mêmes, l'histoire de Bretagne, celle d'Aquitaine, d'Alsace, d'Euzkadi, de Corse et autres pays feraient partie de l'histoire de France, au même titre que celle du roi de Paris ; elle devrait nous être enseignée tout autant que celle du « Pouvoir Central ».

S'il n'en est rien, c'est qu'on nous berne et que cette France, à laquelle on prétend nous faire appartenir, est un mot, une idéologie qui nous masque la réalité. Celle-ci, c'est le bon plaisir du Roi, l'avidité de ses grands officiers et des féodaux ralliés, la toute-puissance économique et financière des bourgeois. Tous ces gens ne rêvent que d'une chose : agrandir leurs domaines, s'emparer de ceux des autres, écraser leurs concurrents. L' « histoire de France » est celle de cette clique, et non celle des peuples dont le nôtre, qui depuis deux mille ans ont peu ou prou participé à cette entreprise d'absorption, au titre d'absorbés.

G. LE SCOUEZEC.

L'HISTOIRE D'IFFIG

La marquise de Kersaugar de Kerdoncuff appelle son valet :

— Job ! Allez me quérir « **Le Peuple Breton** »...

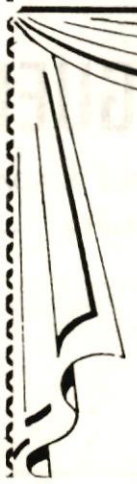
Job revient, portant le journal sur un plateau d'argent :

— Les idées de Madame la marquise sont avancées !

MEUBLEZ-VOUS A

Style et Décor

S. A. HULEN-LEJEUNE



Tél. : 17-65

QUIMPER

18, Bd de Kerguélen

4, Cité Kerguélen

Route de Bénodet

Cette rubrique est consacrée aux questions que vous vous posez sur la Bretagne, sur l'U.D.B., sur ses positions et ses jugements. Nous attendons vos lettres et nous répondrons ici à toutes.

QUESTIONS

● *Pourquoi l'Union Démocratique Bretonne, qui était représentée à la réunion du Mouvement breton de Chateauneuf-du-Faou (14 août), n'a-t-elle pas signé le communiqué commun aux organisations présentes ?*

● Il est exact que notre Parti n'est pas signataire de la résolution commune de Chateauneuf-du-Faou. Non qu'il faille voir là la marque d'une opposition stérile ou d'une mésentente viscérale : cette réunion a, au contraire, permis à l'U.D.B. de se faire entendre dans d'excellentes circonstances et d'être, je crois, justement appréciée. Notre Parti a d'ailleurs participé à tout le débat ainsi qu'à l'élaboration du texte commun. Si nous n'avons pas signé ce texte c'est pour trois raisons :

1°) Concernant le premier paragraphe, les Associations bretonnes présentes, après avoir affirmé que le meilleur découpage territorial de la Bretagne est constitué par les cinq départements historiquement bretons « déclarent toutefois, que si les données de la géographie et de l'économie s'opposent à ce que l'aire territoriale ainsi définie soit réduite, *il n'est pas inconcevable qu'elle soit éventuellement élargie à quelques départements limitrophes soumis à l'attraction de Rennes et de Nantes* ».(1).

L'U.D.B. pour sa part, tout en comprenant le souci des auteurs du texte d'éviter que soit reconduite, à l'occasion de la « réforme » régionale gaulliste, la Bretagne-croupion des 4 départements, estime que les données de l'économie *socialiste* sont telles que les intérêts privés et capitalistes de certains milieux d'affaires de Bretagne ne pourraient s'opposer au maintien des limites historiques de la région. De plus, la conception que l'U.D.B. a des régions européennes est telle qu'une limite ne saurait en aucun cas constituer une barrière, même économique, et on conçoit ainsi notre opposition à une conception rigide de « limites régionales » et des sphères d'influence des grandes villes bretonnes.

2°) Concernant l'exigence d'une « assemblée » délibérante élue au suffrage universel avec représentation proportionnelle » et d'une « assemblée consultative élue par des collèges représentant les divers intérêts professionnels, syndicaux, sociaux et culturels », l'U.D.B. aurait souhaité voir inclure dans ce paragraphe l'idée (qui est sienne) que les travailleurs, ouvriers, paysans et pêcheurs, constituant la majorité du peuple breton, leurs représentations professionnelles à l'assemblée économique régionale so haitée doivent *obligatoirement* être ce que sont ces classes dans le pays, c'est-à-dire majoritaires.

3°) Concernant l'idée que « la décentralisation régionale implique l'autonomie financière de la région », l'U.D.B. estime que cette demande ainsi formulée n'est pas sans danger. En effet, on peut concevoir une autonomie financière des régions assez poussée pour ne laisser à la Bretagne que ses ressources propres. Ce système ne manquerait pas — les régimes politique et économique étant inchangés par ailleurs — de pénaliser gravement notre pays et les autres régions sous-développées de l'hexagone qui seraient encore plus gravement soumises à la concurrence des régions riches de France. Aussi l'U.D.B. estime-t-elle obligatoire d'assortir l'exigence de l'autonomie financière de la notion de « péréquation nationale ou internationale » entre régions riches et régions pauvres. Un tel fonds de péréquation ne sera évidemment pas mis en place et animé par les politiciens français actuels, représentants et défenseurs des milieux capitalistes et des intérêts « lotharingiens » de la France riche. D'où la nécessité de prévoir corollairement le passage de la Bretagne, de la France, voire de toute l'Europe, au socialisme.

De telles propositions ne pouvaient évidemment être contenues — pour l'instant — dans une déclaration commune à toutes les associations bretonnes, d'autant que la plupart d'entre elles ont vocation strictement culturelle. L'U.D.B. l'a bien compris qui n'a pas cherché à imposer à tout prix son point de vue. Mais comme elle pense, avec raison, que seule la voie qu'elle indique sauvera notre pays, il était normal qu'en ne signant pas le texte invoqué, elle se réserve le droit de le dire.

Ronan LEPROHON

(1) Les passages cités entre guillemets sont extraits du communiqué final, signé de **Al Leur, nevez, B.A.S., Bleun-Brug, Gorsedd, Kendalc'h,** Kuzul ar brezhoneg, War raok.

RÉPONSES

PASSE-PASSE

On s'en voudrait de raviver la peine de tous les vieux amiraux qui ont pleuré lors de la mort du cuirassé « Richelieu », vendu à un chantier de démolition gênois. Mais, vu notre manque de cœur, on n'hésite cependant pas à signaler certaine bizarrerie :

On se souvient qu'il y a deux ans (1), le ministère des armées annonçait que le produit de la vente servirait à payer une partie de la construction du luxueux Centre d'Instruction Naval de Brest, le reste étant réglé par l'Education nationale. Pourtant, courant août, le ministre Messmer signalait que l'argent ainsi récupéré, soit un milliard 500 millions, serait affecté à des travaux militaires dans la région de Toulon. Priorité des priorités, Edgar Faure se fera donc un plaisir de financer le tout, soit dans les deux milliards et demi. Comme quoi l'entraide et la participation ne sont pas que des mots !

Ceci pour ceux qui se demandaient comment un gouvernement gaulliste avait pu annoncer qu'il diminuait les crédits militaires et augmentait ceux de l'enseignement.

Compris ?

Jean Guégueniat.

(1) et si l'on ne s'en souvient pas on peut toujours relire le « Peuple Breton », n° 40.

GENOCIDE AU BIAFRA

(SUITE DE LA PAGE 4)

nouvelles frontières. Les plus petites ethnies ont d'ailleurs très souvent été également coupés en deux. On pourrait donc trouver de bonnes raisons pour remettre en cause la totalité des frontière existantes et on comprend que les chefs des jeunes Etats africains aient reculé devant cette perspective.

Certains cependant, comme le président NKRUMAH, voulurent utiliser ces facteurs de crise dans un but d'agitation révolutionnaire. La démarche du président du GHANA n'avait d'ailleurs rien d'universaliste, car il violait au même moment la volonté manifeste des EWE qui s'étaient massivement prononcés, lors du référendum de l'indépendance, pour leur rattachement au TOGO.

Au delà de la division entre Afrique modérée et révolutionnaire, l'adhésion de tous ces Etats à l'O.U.A. témoigne cependant d'une option, du moins théorique, en faveur d'un dépassement des souverainetés et de l'unité, au moins partielles de l'Afrique. Dans cette perspective, on pourrait admettre que les frontières, malgré leur absurdité, soient gelées à court et moyen terme, leur ajustement ne devant présenter aucune difficulté dans le cadre de la future Afrique unie.

Quelle que soit l'hétérogénéité géographique et ethnique d'un Etat, on ne voit pas en effet de quel droit on préconiserait son éclatement, dans la mesure où tous les groupes ethniques qui y vivent jouissent d'une véritable égalité et où rien n'est fait pour empêcher leur perpétuation. La sécession du Katanga n'était pas défendable car elle était le fait d'un groupuscule factieux, soutenu par des forces néo-colonialistes, et la grande majorité du peuple y était opposé, comme l'a montré aussitôt la révolte des BALUBA férocement réprimée par TCHOMBE.

Il est cependant paradoxal que la légitimité socialisée d'un Etat dépende, aux yeux des Africains décolonisés, des caprices ultimes des colonisateurs. Si la France avait refusé de « balkaniser » l'A.O.F., toute tentative de sécession de l'un de ses huit membres serait aujourd'hui une atteinte à l'unité nationale de l'ensemble. Paris ayant décidé de suivre une autre voie, chacun d'eux jouit d'un droit absolu à la souveraineté, que personne n'oserait contester s'il décidait d'opprimer l'un des peuples qui l'habitent.

Dans le même ordre d'idées, on peut admettre, par approximation, qu'au Sénégal ou en Côte d'Ivoire, aucun groupe ethnique n'est défavorisé et que tous admettent la légitimité de l'Etat auquel ils sont rattachés.

Mais la situation est loin d'être toujours aussi saine, car les haines et les oppressions du passé précolonial ne sont jamais oubliées. Bien pire, le modèle idéalisé des pays colonisateurs a créé une confusion très fréquente dans l'esprit des dirigeants africains. Ils confondent généralement l'Etat et la Nation et en déduisent que le premier doit accoucher de la seconde. Pour reprendre la terminologie de **R. LAFONT (Sur la France** — Gallimard 1968) ils confondent nation primaire et secondaire, ce qui mène presque fatalement à l'oppression totalitaire et au génocide, du moins culturel.

On voit proliférer depuis quelques années une étonnante littérature pseudo-scientifique ayant pour but de démontrer que les Etats issus de la colonisation ne sont pas aussi artificiels qu'on pourrait le croire et qu'il existait une unité virtuelle, préexistante, qui a inconciemment guidé l'action des conquérants blancs. Le commissaire aux Affaires Etrangères du gouvernement fédéral du LAGOS O. ARIKPO, issu lui-même d'une des minorités du BIAFRA oriental, a ainsi publié un étrange petit livre sur l'unité de la Nigéria. Il estime que celle-ci est déterminée par la géographie et existait, latente, depuis le Moyen-Age. Son fanatisme anti-Biafrais puise sa force dans cette certitude et il est disposé à lui sacrifier des millions de victimes humaines. On retrouve ici clairement une mystification analogue à celle de la « France incréée » que j'ai voulu dénoncer voici quelques années dans « Ar Falz ».

Les traditions massifiantes et niveleuses d'un nationalisme arabe, qu'on pourrait utilement comparer à celui de la France, vont dans le même sens. C'est ainsi que la Mauritanie vient d'entreprendre une politique de génocide culturel contre les minorités noires riveraines du Sénégal et que, depuis près de dix ans, le gouvernement du Soudan (KHARTOUM) procède à un génocide pur et simple des peuples nilotiques du Sud.

Dans chacun de ces cas, personne n'a osé protester au nom de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat et du respect superstitieux des frontières sacrées. De la sorte, Hitler étaient parfaitement justifié à exterminer les Juifs, aussi longtemps qu'il ne s'en prenait qu'aux citoyens allemands.

En fixant le principe de l'intangibilité des frontières, les fondateurs de l'O.U.A. ont donc commis l'erreur de refuser une distinction fondamentale. On est en effet justifié à condamner un Etat qui intrigue pour déplacer à son profit la frontière qui le sépare d'un voisin. Mais la revendication d'un peuple opprimé est toujours justifiée, même et surtout si elle doit entraîner l'éclatement de l'Etat oppresseur.

En effet, la tentation de l'oppression ethnique étant partout présente en Afrique il est indispensable que la menace d'une sanction soit toujours suspendue sur la tête de l'Etat susceptible de se laisser aller à de tels vices. Cette sanction ne peut être que la reconnaissance du droit à la sécession pour tout groupe ethnique opprimé. L'opinion de celui-ci devrait pouvoir se manifester par un référendum sous contrôle international. Si la chose n'était pas possible, les autres Etats de l'O.U.A. devraient à tout le moins s'engager à reconnaître et à soutenir le mouvement séparatiste.

La reconnaissance de tels principes n'aurait pas pour but de pousser à l'éclatement des Etats actuels, ni à la révision de l'ensemble des frontières. Les Etats jouissant du consensus général de leurs ressortissants n'auraient rien à redouter, et les autres auraient des raisons de réfléchir avant de se laisser aller à leurs tendances oppressives.

Faute de l'admettre, l'O.U.A. s'est laissée ravaler au rang d'une Sainte-Alliance, digne de METTERNICH.

Un autre argument qu'avancent souvent les défenseurs de la thèse fédérale est que la division d'un grand Etat, comme la Nigéria, serait un recul sur la route de l'unité africaine. Ceux qui tiennent de tels propos sont aussi inconséquents que ceux qui jugent la « révolution régionaliste » à contre-courant à l'heure de l'édification de l'Europe. Un grand Etat sera moins poussé qu'un autre par les contraintes de l'économie à concéder des abandons de souveraineté. Il le fera d'autant moins facilement qu'il aura un caractère oppressif et qu'il craindra que le moindre relâchement n'entraîne son éclatement. Lors des négociations sur l'industrialisation de l'Ouest africain, il y a trois ans, la Nigéria avait fait savoir qu'elle n'était pas intéressée par un complexe métallurgique commun, car son marché intérieur justifiait une unité autonome. Opprimant les IBO vaincus, cet Etat ne consentira jamais aux délégations de souveraineté auxquelles le BIAFRA lui, ne verrait aucun inconvénient.

∴

Que peut-on dire en conclusion ?

La volonté unanime des IBO de s'ériger en Etat indépendant n'est pas discutable. A moins de renoncer au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ou d'en réserver le bénéfice aux peuples de race blanche, personne n'a le droit de s'y opposer. Après la catastrophe de cette année, la population IBO va être vraisemblablement ramenée de 8 à 5 millions. Pense-t-on que les survivants pardonneront plus aisément que les Juifs ? S'ils sont vaincus militairement, les Nigériens seront donc voués à organiser une occupation militaire de ce pays. Ce sera un abcès purulent qui empoisonnera pour longtemps la vie politique de l'Afrique Noire. Ce sera un encouragement aux autres génocides en cours, comme celui du sud du Soudan. Ce sera un sujet de délectation pour le Portugal et les racistes de l'Afrique du Sud et de Rhodésie. Au nom de quoi l'Afrique libre protestera-t-elle contre des systèmes d'oppression sociale, odieux mais finalement peu sanglants, si elle a laissé exterminer trois millions de noirs par leurs frères ?

Si la moitié de l'armée levée depuis un an par la Nigéria avait été lancée contre la Guinée Portugaise ou la Rhodésie, ces bastions du colonialisme seraient depuis longtemps liquidés. On a préféré l'utiliser à massacrer des innocents pour satisfaire la vengeance de M. AWOLOWO et des Emirs HAUSA, ou la passion intellectuelle de M. ARIKPO.

Nous n'avons pas dissimulé les lourdes fautes politiques des leaders IBO, AZIKIWE et IRONSI. Elles ne sauraient mettre en question le droit à l'autodétermination de leur peuple, dont le principe doit être maintenu, même au cas d'une victoire militaire totale, qui est à la portée des fédéraux.

L'universalisme ethnique, dont une pensée de gauche n'a pas le droit de s'écarter, implique naturellement que le même droit soit reconnu aux minorités du BIAFRA. Il est certain que les IJAW sont hostiles aux IBO et il est en conséquence naturel que la partie orientale du Delta revienne à la Fédération (mais non la ville de Port-Harcourt qui est IBO à 95 %). Quant aux BANTU de la Cross River, il est incontestable qu'ils ont été favorables au BIAFRA. Jusqu'à Pâques, le chef de l'armée Biafraise était un EFIK de Calabar, le général PHILIPP. Actuellement, pour échapper au sort tragique des IBO, ces gens jouent le ralliement aux fédéraux qui occupent leur territoire. Il est évident qu'ils ne sauraient être rattachés au BIAFRA contre leur volonté, mais celle-ci ne peut s'exprimer librement sans un retrait des troupes d'invasion. S'ils optaient pour le Nigéria, le BIAFRA se trouverait réduit au pays IBO, c'est-à-dire à une enclave adossée à la mer, mais une enclave qui compterait, sans l'holocauste, 8 millions d'habitants et qui dispose de grandes richesses agricoles et minières. Un tel Etat serait infiniment plus viable que le Dahomey et le Togo, dont la division est d'autant plus absurde qu'ils sont pratiquement identiques du point de vue humain, mais dont personne ne conteste l'indépendance, puisque le colonisateur en a ainsi décidé.

Les derniers développements du conflit ne permettent pas de se faire d'illusion. L'arrogance des délégués fédéraux à Nairobi puis Addis-Abeba, où ils ont pratiquement refusé toute négociation, exigeant une capitulation pure et simple des Biafrais —, la froide inhumanité du gouvernement du LAGOS, qui fait tirer sur les avions de la Croix-Rouge et refuse obstinément de laisser ravitailler les civils, que des femmes et des enfants meurent de faim par centaines de milliers, tout cela prouve qu'il s'agit bien d'une guerre raciale, plus encore que nationale. — Le racisme européen, subi globalement par les Africains, ne saurait être une excuse à celui qui sévit parfois parmi eux.

Il est particulièrement scandaleux que les puissances européennes, uniquement soucieuses de leurs rivalités économiques et politiques, se rendent complice de ce crime historique, dans un silence gêné.

Dans leur réalisme cynique, les U.S.A., l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne se sont unies pour accorder une aide massive aux seuls fédéraux et la montée du génocide ne les a pas détournés de cette voie.

Mais le plus grave du point de vue de l'Afrique, ce qui compromet à la fois l'honneur de ces hommes à peine libérés du colonialisme, et la libération encore pendante du sud du Continent, c'est la paralysie morale découlant du respect absolu et exclusif des Etats, une fois ceux-ci reconnus.

Si ce principe triomphe, un coup grave sera porté à notre espérance, celle d'une civilisation humaniste, capable de surmonter la massification de la société de consommation, et où la vie vaille la peine d'être vécue.

Yves PERSON

Chargé d'Enseignement
Faculté des Lettres de Dakar

ELECTIONS AU PAYS DE GALLES ET EN ECOSSE

Les coups de théâtre se succèdent actuellement en Ecosse et au Pays de Galles. Lors des élections municipales de mars, le S.N.P. (Scottish National Party) a raflé près de cent sièges, alors que le Plaid Cymru obtenait 24 % des voix sur tout le Pays de Galles. Ce qui a provoqué l'affolement dans les rangs travaillistes et conservateurs, car les nationalistes détiennent le pouvoir de faire basculer la majorité dans les grandes villes d'Ecosse.

Au début du mois de juillet, une nouvelle fièvre s'est emparée des Gallois, à l'occasion d'une élection législative partielle, dans la circonscription minière de Caerffili. Le Plaid Cymru se heurtait à forte partie : le travailliste avait été élu en 1966 avec 21 000 voix d'avance sur le conservateur, et le nationaliste ne venait qu'en troisième position. Cependant les élections de Carmarthen et de Rhondda avaient changé la physionomie de la bataille électorale (1).

L'élection de Caerffili s'est réduite à un duel serré entre Labour et Plaid Cymru. Les travaillistes s'appuyaient sur leur électorat traditionnel, qui vit dans le souvenir de la grande crise de 1930, tandis que les nationalistes étaient soutenus par la quasi-totalité de la jeunesse étudiante et ouvrière. Le candidat nationaliste, le Dr. Phil Williams, un jeune astronome de réputation internationale, a fait une grande impression. Un journaliste du « Guardian » a écrit de lui qu'il est « un des meilleurs candidats politiques que j'ai jamais vu. »

Le tableau des élections, ci-dessous, prouve de façon indiscutable qu'il vient de se produire à Caerffili une véritable révolution mentale. Une large fraction de l'électorat vient d'abandonner des habitudes de vote séculaires. Elle vient de placer au rang des vieilles lunes la « religion travailliste » pour qui elle avait pourtant un attachement mystique.

	1968	1966	%
Travaillistes ...	45,7	74,3	— 28,6
Plaid Cymru .	40,4	11,1	+ 29,3
Conservateurs .	10,4	14,6	— 4,2
Libéraux	3,5	—	—

Les travaillistes ont aussitôt répliqué en lançant l'accusation de « fascisme » contre le Plaid Cymru et le S.N.P., ce que les observateurs neutres ont aussitôt démenti. Bien au contraire, l'afflux dans les rangs du Plaid Cymru, de vieux militants travaillistes et de nombreux jeunes ouvriers, confirme que l'orientation à gauche est bien établie. Quant au SNP, qui ne reste pas sans ambiguïté, il voit lui-même dans ses rangs se développer une tendance de gauche bien marquée. Cette tendance est parfois appelée « l'aile John Mac Lean », du nom du révolutionnaire écossais qui fonda dans les années vingt un éphémère Parti Socialiste Ecossais.

Il est intéressant de noter qu'à la lueur des récents événements dans le monde et en France, les plus éclairés parmi les progressistes anglais changent d'attitude à l'égard des mouvements nationalistes en Galles et en Ecosse. Ils admettent aujourd'hui qu'ils représentent, non pas un combat d'arrière-garde, mais bel et bien d'avant-garde. Ce qu'ils niaient, il y a seulement un an.

Paol QUEINNEC.

(1) « Le Peuple Breton » n° 44.

ENTREPRISE GÉNÉRALE DU BATIMENT

Pierre GUERROT & Fils

5, RUE MADAME DE SEVIGNE
QUIMPER — ERGUE-ARMEL

TERRASSEMENT
MAÇONNERIE
BETON ARME
CHARPENTE
MENUISERIE
Téléphone : 10-91

Edito (suite de la page 2)

tchèque et slovaque, dont la discipline librement consentie, le patriotisme, le courage tranquille pendant cette période cruciale forcent l'admiration. Notre sympathie est acquise toute entière aux peuples qui savent, dans le respect de la démocratie, défendre leur personnalité, leur dignité, leur autonomie.

Mais nous savons aussi que les communiqués, les manifestations de solidarité, les messages de sympathie sont des gestes platoniques. Une solidarité efficace entre les peuples suppose une réelle coopération internationale par la démocratisation de l'O.N.U. (avec notamment la suppression du scandaleux droit de veto, réservé — par eux-mêmes — à quelques grands pays impérialistes) et par le renforcement de l'O.N.U. (objectif auquel s'est toujours opposé l'actuel régime français, au nom d'une prétendue « indépendance nationale » qui vient de révéler une fois encore son inadaptation archaïque au monde moderne). De plus, nous restons persuadés, malgré les vicissitudes actuelles, qu'un véritable esprit européen permettrait d'éliminer bien des causes de confit à l'intérieur même de notre continent : c'est pourquoi nous souhaitons la création progressive d'une fédération démocratique des peuples de l'Europe qui, ouverte aux pays de l'Est, n'aurait rien de commun avec la « Petite Europe » des Six, dominée par les trusts capitalistes, ni avec l'Europe stato-nationaliste prônée par de Gaulle.

5°) Hostile au militarisme et favorable à « un désarmement généralisé, seule possibilité de règler pacifiquement les conflits internationaux » (article 12 de notre Charte), l'U.D.B. condamne la politique des blocs militaires, fatalement conduits, malgré les intentions proclamées, aux tentations impérialistes. Certes, nous ne confondons pas pays capitalistes et pays socialistes. Mais, attachés au principe de l'égalité des peuples, nous ne pouvons admettre la prééminence et le droit de tutelle d'un « peuple élu », quel qu'il soit. Le monde socialiste n'a pas besoin d'un gendarme, d'autant que la défense du socialisme a servi parfois de paravent à des motifs plus stratégiques qu'idéologiques.

C'est pourquoi nous réclamons la dissolution simultanée et définitive des blocs militaires tant à l'Ouest (O.T.A.N.) qu'à l'Est (Pacte de Varsovie).

6°) Cela dit, nous ne sommes pas dupes de la bruyante et hypocrite « indignation » manifestée par les réactionnaires en France et dans le monde occidental. Ce n'est pas parce que certains Etats socialistes ont commis une grave faute, qui est en même temps une erreur grossière, que les impérialistes américains et leurs alliés sont soudain devenus des anges de vertu, qualifiés pour jouer les professeurs de morale. On voit se poser aujourd'hui en champions de la liberté des peuples les valets de plume de Franco et de Salazar, les néo-nazis du N.P.D. et d'Occident les colonels fascistes de Grèce et d'Amérique du Sud, les racistes du Cap et, bien entendu, cette droite française qui a applaudi en 1938 à l'abandon de la Tchécoslovaquie devant l'agression hitlérienne et poussé aux guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie ! Ces messieurs ont la mémoire courte ou manquent singulièrement de pudeur ! La France officielle approuve les manifestations et les barricades, elle se réjouit de l'anticonformisme des étudiants et des journalistes quand il s'agit... de la Tchéco-Slovaquie. Chez elle, elle matraque les étudiants, licencie les journalistes libres de l'O.R.T.F., interdit les manifestations populaires, brime les responsables syndicaux, dissout les organisations politiques non conformistes, emprisonne des militants...

Au moment où de Gaulle prenait position en faveur de la Tchéco-Slovaquie, au nom de la « libre disposition des peuples » et des « droits de la personne humaine », il faisait exploser dans le Pacifique deux bombes H, au mépris des protestations de l'assemblée locale, représentant le peuple polynésien, et envoyait ses paras au Tchad en expédition punitive !

7°) Pour la réaction internationale, l'erreur monumentale commise par l'U.R.S.S. et ses alliés est en réalité une aubaine inespérée. En France notamment une vaste campagne a été déclenchée pour tenter de dissocier le Parti Communiste du reste de la gauche. Il s'agit d'enterrer définitivement l'union des gauches déjà ébranlée par les évènements de mai-juin.

La position du P.C.F. ne fut pourtant pas sans courage et sans mérite, venant d'un parti dont les liens traditionnels, historiques, et idéologiques, avec le P.C.U.S. sont bien connus. Une telle attitude de la part du P.C.F. est, espérons-le, une reconnaissance sans équivoque du principe de l'autodétermination des peuples et une contribution positive à l'union, plus que jamais nécessaire, des forces progressistes.

C'est à un effort d'imagination, à une volonté de renouvellement, à une démocratisation plus poussée que la réflexion sur les évènements de Tchéco-Slovaquie doit amener l'ensemble de la gauche en France, sans qu'il soit demandé à qui que ce soit de se renier. Il faut aller jusqu'au bout des idées de désaliénation et de décolonisation, et cela dans tous les domaines. Il faut trouver une synthèse moderne entre les légitimes aspirations des peuples à la liberté et les exigences d'un socialisme authentique : c'est le même combat qui se mène à Prague et à Bratislava, à Paris et à Rennes.

UDB

LE PEUPLE BRETON

se penche sur son passé

Chronique culturelle

VI. GWALARN

A l'inverse de leurs prédécesseurs les jeunes gens de **Gwalarn** avaient su combiner l'enthousiasme à la méthode. La nouvelle littérature qu'ils forgèrent était à leur image : saine et robuste. Il s'en dégage on ne sait quelle force joyeuse qui contraste avec les dominantes nostalgiques des meilleures productions antérieures. Pour la première fois un mouvement littéraire s'était affirmé en faisant table-rase des traditions qui avaient jusqu'ici paralysé tout renouveau. L'orthographe d'abord que l'on traitait avec beaucoup de désinvolture fut scrupuleusement respectée. Le vocabulaire s'épura et, si étrange que cela paraisse, pour la première fois, on s'avisa que, comme toute autre langue, le breton exigeait un travail incessant des écrivains les mieux doués. Le règne de la facilité avait pris fin. Mais les quelques dizaines d'abonnés solides du début, ne pouvaient évidemment suffire et Roparz Hémon dut parfois s'imposer de très lourds sacrifices personnels pour que, contre vents et marées, **Gwalarn** tienne. Sans doute avait-il longuement médité ces lignes de Meven Mordiern. **« Quoique vous entrepreniez, soyez comme le bouledogue qui, une fois qu'il a mordu, se laisserait couper en morceaux plutôt que de lâcher prise. Jusqu'ici, cela a été tout le contraire en Bretagne. L'histoire du mouvement breton est jonchée des cadavres de ceux qui, après avoir jeté feu et flammes pendant quelques années, se sont découragés et ont tout abandonné. »** Et, de fait, le directeur de **Gwalarn** ne se laissa décourager par rien. Il possédait ce sens aigu des réalités qui faisait cruellement défaut jusqu'alors. Au sein d'un peuple d'incurables rêveurs, sentimentaux jusqu'au pathologique, il apportait une froideur toute britannique. Cela fut suffisant pour qu'on l'accuse de dénaturer le breton. Son style, volontairement austère glaçait ceux-là qui en étaient restés aux truculences d'un Prosper Proux ou aux élans mystiques d'un Kalloc'h. Et puis la sévérité de ses jugements lui avait valu de solides inimitiés. Ne soutenait-il pas que hormis le **Barzaz Breiz**, Kalloc'h et Malmanche, il n'y avait pas de littérature bretonne, **« rien qu'une vague décoration de folklore » ?** (4). D'aucuns ne pardonnèrent pas à ce citadin d'arracher leur langue à son entourage campagnard. Vouloir faire descendre le breton du socle où on l'avait juché avec ses gros sabots et sa harpe bardique, le contraindre à exprimer des choses aussi peu celtiques que les mathématiques, l'électricité, la chimie ou le droit était un véritable sacrilège. En outre, **Gwalarn** remettait trop d'écrivains à leur place. Tel contemporain qui avait pu se prendre pour une réincarnation de Gwenc'hlan ou de Frédéric Mistral, souffrait de n'être plus qu'un vulgaire scribouillard. Car le recours au breton cessait désormais de vous ouvrir la porte d'un club d'admiration mutuelle où, automatiquement, on vous conférait les lauriers du génie.

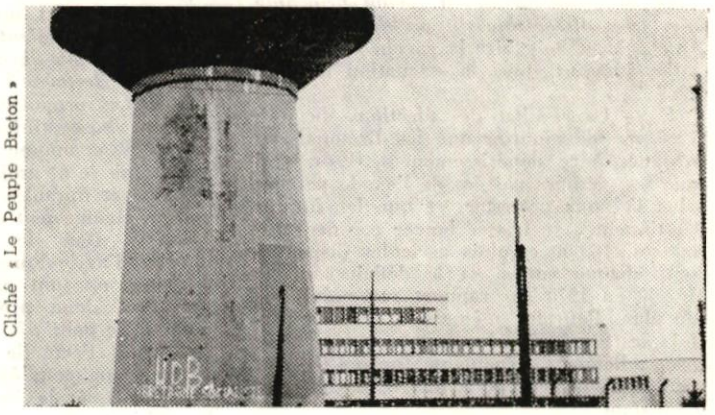
En dépit de certaines erreurs tactiques, **Gwalarn** marqua vraiment une grande période. Jamais autant de talents n'avaient collaboré avec autant d'esprit pratique à l'œuvre commune. Pour la première fois, on avait tenté de remettre la Bretagne à la page, par d'autres moyens que sa destruction. L'entreprise sans doute ne fut pas un plein succès. Et cependant, quel que soit le verdict de l'Histoire, que **Gwalarn** ait été l'amorce d'une authentique renaissance ou, qu'au contraire, il faille le considérer comme notre chant du Cygne, il reste que ce mouvement fut sans conteste, le plus bel effort jamais fait pour la défense et l'illustration de notre langue.

(4) **Kornog** - numéro 1 - p. 22 - 1928.

Yann-Ber PIRIOU.

LIBRAIRIE
"Brentano's"
Tous les livres français et étrangers
7, quai Chateaubriand -- RENNES
Tél. 40.70.32

PRESENCE DE L'U.D.B. A BREST



Cliché « Le Peuple Breton »

BULLETIN D'ADHÉSION

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à : UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, B.P. 103, RENNES — C.C.P. 2 365-78.

Yves LE FOLL *répond*

(SUITE DE LA PAGE 1)

est déterminante. Il semble cependant, d'autre part, que les militants communistes ont été très déçus par leur recul du premier tour (de 12 000 à 10 000 voix), contrastant avec un progrès important du P.S.U. qui passe de 18 000 à 20 000 malgré les candidatures Laithier (F.G.D.S.) et Boutbien (objectif 72) qui n'existaient pas en 1967.

B — SAINT-BRIEUC

Q. — *A Saint-Brieuc, les usines ferment ou déménagent, près de 1 000 jeunes doivent émigrer chaque année. Comment envisagez-vous l'avenir de la région briochine dans le cadre de la législature qui commence ?*

R. — L'augmentation des charges salariales accordée à la suite des grèves risque de créer des difficultés supplémentaires aux entreprises marginales de notre région. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il faille renoncer aux augmentations de salaires. Au contraire nous estimons qu'elles doivent constituer un des éléments essentiels du plan, mais en s'intégrant dans un ensemble cohérent où elles seraient accompagnées, voire précédées, des mesures économiques et fiscales permettant d'en limiter les effets sur les prix.

Pour la Ville de Saint-Brieuc, l'expansion s'est faite jusqu'ici pratiquement sans aide de l'Etat pour les implantations industrielles (à part 2 ou 3 décentralisations pour lesquelles la charge de la Ville a aussi très largement dépassé celle de l'Etat).

Q. — *Peut-on espérer des créations d'emplois, ou redouter de nouvelles fermetures ? Lesquelles ? Est-on assuré que l'entreprise principale, Chaffoteaux et Maury, ne va pas suivre le mouvement de concentration vers l'Est des activités économiques ?*

R. — La situation de l'emploi ne s'améliorera guère si l'on continue à porter tout l'effort sur la région parisienne. J'ignore pour l'instant si des fermetures sont imminentes. J'espère qu'une solution pourra être trouvée pour l'entreprise Chalos, mais ce problème dépasse évidemment le cadre municipal.

En ce qui concerne Chaffoteaux et Maury, leur projet de transfert et d'extension sur la nouvelle zone industrielle est en bonne voie, l'Etat acceptant d'apporter une aide importante (prime de développement, prêts du F.D.E.S., bonifications ramenant à 6 F. le prix du m2).

C — BRETAGNE

Q. — *Fermetures ou émigration d'usine vers la Lotharingie, exode des jeunes, crise de l'agriculture, désertification des campagnes, prolétarisation et exportation des paysans, le problème de la région briochine n'est pas dissociable du problème breton.* Que peut et doit faire la gauche face à une telle situation après la stagnation de juin 1968 ?

R. — Le résultat des élections de juin 1968 semble montrer que les Bretons sont résignés à ce dépérissement : il est vrai que les victimes passées de l'exode ne sont plus là pour protester, et que les futures continuent à se laisser bercer par des promesses. 16 000 emplois agricoles disparaissent chaque année, et le déficit sera de 30 000 en 1970 par rapport aux prévisions du plan. Pourtant, même s'ils dressent parfois des barricades, les paysans ne semblent pas tellement mécontents puisqu'ils ont voté massivement pour un régime qui les condamne.

Par ailleurs, le départ des jeunes est partiellement compensé par le retour de personnes âgées. Mais beaucoup de celles-ci, en particulier les retraités, qui sont nombreux sur nos côtes, songent plus à leur tranquillité qu'à l'expansion de la région.

Dans ces conditions la gauche ne peut envisager qu'une action à long terme. Mais pour certaines parties de la Bretagne il sera alors trop tard. Ce ne sont pas les quelques mesures promises au C.E.L.I.B. (et sans calendrier précis de réalisations) qui pourront suffire à redresser le courant.

Q. — *Etant donné sa relative faiblesse numérique, l'union de la gauche est, en Bretagne encore plus qu'ailleurs, un impératif, d'autant que la ruine de la région s'accélère.* A votre avis, pour une action régionale efficace, sur quelles bases cette union peut-elle se faire. Quels objectifs à court et moyen terme peut-on fixer ?

R. — Il faudrait essayer de rassembler dans une même mouvement les partis de gauche, les syndicats, certaines organisations professionnelles. Mais c'est assez difficile dans la mesure où les structures sont là aussi, en général, très centralisées.

Le premier objectif devrait être l'exigence d'une loi-programme de cinq ans (c'est-à-dire un plan impératif, avec bien entendu son financement) concernant les infrastructures (routes, télécommunications, ports), l'équipement touristique, les créations d'emplois. Mais cette action ne sera efficace que si des moyens de pression peuvent être décidés.

Q. — *Après avoir failli être ébranlé par la révolte parisienne de mai, le pouvoir a compris l'urgence d'une déconcentration administrative et économique, qu'exigent aussi des impératifs techniques et financiers. Nous allons donc assister à un régionalisme d'état, dont le seul but sera de renforcer le pouvoir central et d'entériner, avec les apparences de la démocratie, la politique économique et sociale réactionnaire de l'Etat capitaliste et des trusts.* Ne pensez-vous pas que devant cette menace de détournement de l'idée régionale au profit du pouvoir gaulliste, bien loin du socialisme fédéraliste, la gauche doit *proposer* une promotion vraiment démocratique et socialiste de la région, c'est-à-dire *exiger* des institutions régionales démocratiques ?

R. — Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la réforme régionale que le pouvoir se décide enfin à envisager. J'ai pu mesurer pendant un an l'inutilité de l'Assemblée Nationale dans le régime gaulliste. Une fois établi le décompte par groupe des députés, et la majorité étant assurée, rien ne serait changé si l'Assemblée était mise en congé, car toutes les décisions sont prises par le Gouvernement. Ce sera évidemment plus vrai encore dans la législature actuelle. Dans ce système ce n'est pas le Parlement qui impose au Gouvernement un changement de politique, ce sont uniquement les pressions extérieures.

Il est donc probable que les assemblées régionales ne disposeront pas de pouvoirs réels (et qu'elles ne seront pas plus représentatives). Peut-être cependant leur création conduira-t-elle aussi les partis à se structurer dans le cadre régional, et à envisager plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, une action spécifique sur ce plan.

Q. — *Pensez-vous que les propositions du P.M.D.R.* (1) *de l'U.D.B., que vous avez acceptées, soient susceptibles de constituer une plateforme commune de la gauche en Bretagne ?*

R. — Les propositions du P.M.D.R. me semblent susceptibles de constituer une plateforme commune de la gauche en Bretagne. Mais je ne crois pas que des résultats profonds et durables puissent être obtenus sans un changement radical de la politique nationale. Dans le cadre de l'économie libérale l'agriculture, comme l'industrie bretonnes ne sont pas compétitives et ne survivront donc provisoirement que par l'emploi de palliatifs. Pour l'agriculture, en particulier, l'actuelle politique des prix et des aides ne peut être définitive. Elle n'a pour but que de limiter les protestations des cultivateurs pendant la période où disparaîtront la plupart de nos exploitations, comme la morphine fait oublier au malade les progrès de la maladie.

Seule, à mon avis, une économie socialiste, planifiée en fonction des intérêts humains et non en fonction de la rentabilité des capitaux, pourrait assurer à notre région le développement que nous souhaitons.

(Interview de J.-J. MONNIER)

(1) Programme Minimum Démocratique Régional.

MIROITERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures

TY BOS — QUIMPER — Tél. : **6-47** et **37-47**

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

— **COTES-DU-NORD.** Comme dans d'autres villes bretonnes, **la gestion des Transports Urbains de Saint-Brieuc** (T.U.B.) était mauvaise. Les usagers en ont subi et en subissent les conséquences. **Ce sont maintenant les employés et ouvriers qui,** la régie des T.U.B. changeant (la C.A.T. remplace le C.F.T.), **font les frais de la réorganisation. Pour une dizaine d'entre eux, le réemploi par la nouvelle régie n'est pas assuré.**

— **FINISTERE.** Dans notre numéro du mois d'août, nous avions fait état des résultats peu satisfaisants de la campagne 1968 des petits pois. Nous exposions aussi **comment les usines transformant ce produit avaient émigré,** vers la Picardie notamment. **Une nouvelle conserverie vient de fermer ses portes : la SOCOTREVI à Trévignon, près de Concarneau. Cette usine employait 50 ouvriers ;** il y a trois ans, le nombre des ouvriers était de 120. Les bâtiments serviraient d'abri pour 400 bateaux de plaisance. On voit dans quel sens la Bretagne se transforme : ses usines, ses travailleurs s'en vont, mais...

— **ILLE-ET-VILAINE.** Au mois d'août a été rendue publique la nouvelle **du contrôle de la société laitière « La Roche aux Fées »** (Rennes, Nantes, Quimper etc...) **par l'un des premiers trusts européens,** le groupe anglo-hollandais UNILEVER. Ce trust qui est surtout célèbre par ses produits d'entretien (lessives et détergents) contrôle également d'autrse sociétés, telle la Société Thibaud-Gibbs. On peut rapprocher cette nouvelle de toutes les déclarations de principe sur « l'indépendance économique » du gouvernement français qui a donné sa bénédiction à ce contrôle. **Après Citroën-Michelin dans le secteur industriel mais aussi agricole** (voir « La Bretagne colonie » offerte à Citroën, n° 16 du Peuple Breton), **cette fois-ci c'est un grand trust international qui prend pied dans un secteur de l'économie bretonne. Déjà aux prises avec les trusts d'aliments du bétail, comme Purina-Ralston, les agriculteurs bretons vont-ils devenir les employés d'Unilever ?**

— **LOIRE-ATLANTIQUE. Se camouflant derrière la répression gouvernementale** (licenciements à l'O.R.T.F., licenciements dans de nombreuses entreprises de syndicalistes), **l'arbitraire patronal sévit lui aussi. A Chateaubriant, aux établissements Huard a eu lieu une grève à l'atelier mécanique pour protester contre la mise à pied pour trois jours d'un ouvrier et son déclassement.**

— **MOR-BIHAN.** Le bilan d'ensemble pour le département du recensement de 1968 apparaît plutôt négatif. En effet **le taux d'accroissement** de la population **est l'un des plus faibles des 5 départements bretons** : + 1,8 % (seul les Côtes-du-Nord ont un pourcentage inférieur avec + 0,8 %).
En dehors des cantons auxquels appartiennent les agglomérations de Vannes, Lorient et à un degré moindre Pontivy, les **autres cantons ont vu leur population diminuer entre 1962 et 1968,** certains de façon sensible (canton de Cléguérec, Le Faouët).
La situation est encore plus grave si l'on considère **le solde migratoire : : ce solde s'établit à — 9 900, le plus bas des 5 départements.**

chauffage central air chaud
chauffage central radiateurs
mazout - charbon - gaz - électricité

modern confort

3, RUE CORNEILLE - BREST

PLOMBERIE - SANITAIRE
ÉLECTRICITÉ - INSTALLATION D'ANTENNES

Tél. 44.69.73

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent

Nous avons reçu une lettre du secrétaire général provisoire de Sav Breizh au nom du bureau politique à la suite de la Mise au Point parue dans notre n° 57. Les extraits que nous publions ci-dessous, mettent un point final à cette affaire :

— « Sav Breizh a demandé au journal « **L'Avenir de la Bretagne** » et obtenu de lui qu'il veuille bien lui ouvrir ses colonnes. Mais « **L'Avenir de la Bretagne** » n'en est pas moins un journal indépendant qui ne peut en aucune façon être considéré comme l'organe de notre parti »... « M. Jean Bothorel n'appartient pas à Sav Breizh et le Front Breton, créé à son initiative, est une formation totalement distincte de la nôtre. La création de Sav Breizh avait été décidée bien avant que ne soient annoncées les élections ».

— Je viens de recevoir le n° 57 de votre mensuel. Je ne vais pas flatter ici la qualité de vos articles qui est bien connue. Etant donné qu'il y a querelle ouverte entre **l'Avenir de la Bretagne** et l'U.D.B. qui a des idées plus cohérentes, plus réalistes et plus humaines. Vous avez écrit dans votre n° 57 « Il n'y a pas de décolonisation possible en Bretagne dans le cadre du régime capitaliste ». A mon avis, c'est ce que l'on doit penser ; j'ajouterai même certains faits d'histoire : à chaque fois qu'un peuple colonisé et dans la misère — tels la Chine, Cuba, l'Amérique du Sud, l'Afrique — a voulu devenir indépendant, ce peuple a dû changer ses structures, sa société s'il ne voulait pas aller à la ruine ». **(B.G. - Montauban-de-Bretagne).**

— Tout ce qui concerne la liberté de la Bretagne est beaucoup lu à Paris où les gens trouvent que vous luttez pour une juste cause. **(R.O. - Paris).**

— Je vous prie de bien vouloir m'abonner à votre journal... J'ai remarqué une photo de votre journal dans **Le Nouvel Observateur** de juin 1968. J'ai été impressionné de le voir dans la cour de la Sorbonne pendant les évènements de mai. **(G.P. New-York).**

— Voici mon réabonnement de soutien. Mes vœux et mes encouragements vous accompagnent. **(J.V. Oyonnax).**

— Toutes mes félicitations. Continuez ! Bevet Breizh !. **(H.M. Antony).**

Imprimerie Commerciale, Rennes

Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Tirage : 3 500 — Dépôt légal 3e trimestre 68